

L'Assemblée et ne cessant une solution gouvernementale immédiate, ne précipitant les décisions de la commission.

La droite ne pas, en effet, renoncé à interpellier le tout le gouvernement. Samedi prochain M. de La Roche interpellera le ministre de l'intérieur sur les désordres de Nantes, lors du pèlerinage de Lourdes. Des pétitions concernant cette question seront rapportées ce jour-là. Elles concluent à un blâme contre le maire de Nantes et le préfet de la Loire-Inférieure. Nous aurons encore probablement une journée, c'est évidemment une gageure de soulever chaque semaine des débats irritants. On s'efforce à ce propos que le ministre de l'intérieur doit déclarer que la justice, après avoir procédé à une instruction minutieuse, n'a pu trouver matière à exercer des poursuites, mais que l'administration n'avait pas pris des précautions suffisantes pour éviter ces troubles, quoique cependant le préfet de la Loire-Inférieure eût donné des instructions générales qui n'ont pas été exactement suivies par le maire chargé plus directement de la police. Tel est, me dit-on, le sens de la réponse qui sera faite par le ministre de l'intérieur. On ajoute que le maire de Nantes, M. Leloup, pourrait bien être sacrifié. Je vous donne simplement des renseignements qu'on me dit être exacts, sans les commenter, quoiqu'il me paraisse étrange qu'on songe à destituer maintenant un maire qui, lors des désordres de Nantes, a été considéré généralement comme n'ayant point manqué à ses devoirs.

Hier, une députation de l'Utah s'est rendue à la présidence et a demandé à être reçue par le président de la république. M. Thiers a dû la recevoir hier soir.

Les grandes réceptions du jour de l'an auront lieu le 31 décembre et le 1^{er} janvier à l'Élysée. M. Thiers a reconnu combien il était incommode pour les grands corps de l'État de se transporter à Versailles; il est possible que pendant les vacances du jour de l'an il y ait quelques grandes réceptions le soir.

Le fils de M. Peyramont, député, va être nommé sous-préfet de Séez, en remplacement de M. Palain qui est devenu chef de cabinet de M. Léon Say; vous savez que M. de Peyramont père a voté avec le gouvernement dans la séance du 29 novembre.

On a répandu le bruit qu'un dissentiment s'était produit entre M. Thiers et M. Dufaure. Je peux vous assurer que le bruit n'est pas fondé.

Le musée européen sera ouvert au public dimanche prochain.

Les Prussiens font, m'assure-t-on, quelques difficultés pour occuper les nouveaux baraquements qui sont aujourd'hui envahis par les eaux.

COMMISSION DES TRENTÉ.

Séance du 18 décembre.

On donne lecture du procès-verbal de l'avant-dernière et de la dernière séance.

M. MICHAUX, rapporteur, a entendu le discours de M. Thiers à la commission.

Il n'y a pas à résumer contre ce qui a été décidé par la commission. Quant aux deux sous-commissions, avant qu'elles se mettent à l'œuvre, il faut qu'elles soient fixées sur les points principaux de leur mission. Il y a deux points qui ressortent du discours de M. Thiers et qui, résolu en principe par la commission en réunion générale, ramèneraient le calme et l'espérance dans les esprits.

Il faut que l'on décide si, sans rien proclamer, on est résolu à constituer, ou, plus modestement, à organiser, d'une façon sincère et durable, le gouvernement de la république; ou ne fera pas une œuvre éphémère qui engendrera l'avenir, mais on assurera le lendemain du pays; tout est là. Voilà le premier point à résoudre.

Le deuxième est celui-ci : Avant d'avoir à s'occuper de rapports des pouvoirs publics entre eux, avant de songer à organiser le mécanisme de la responsabilité ministérielle, sur laquelle il faut nécessairement la constitution même et les attributions de ces pouvoirs, il faut décider s'il n'y aura qu'une Assemblée ou s'il y aura deux Chambres.

Ce point tranché, on en viendra à examiner quelles doivent être les attributions du président de la république. Je demande donc que ces questions soient vidées.

M. LE DUC DE BROGLIE. Je ne crois pas que M. le président de la république ait eu la pensée de demander à la commission de revenir sur ses décisions; or, la commission a désigné deux sous-commissions, qui doivent s'occuper d'abord de chercher les mesures susceptibles de faire disparaître les froissements entre les pouvoirs publics par une organisation efficace de leur action. Mais on assurera le lendemain du pays; tout est là. Voilà le premier point à résoudre.

M. DE COURCELLES. Loin de partager l'avis de M. Arago, je pense, au contraire, que la présidence que le président de la république dans les sous-commissions amènera plus aisément l'entente que sa présence dans la commission réunie en assemblée générale. Cela dit, il faut, pour reporter au texte même de la proposition pour l'examen de laquelle nous avons été élus. Le mandat que nous avons reçu, c'est d'examiner « les attributions des pouvoirs publics », il ne s'agit donc de deux pouvoirs qui existent, mais de deux pouvoirs que nous devons avoir étudiés la responsabilité ministérielle.

Maintenant, je ne m'oppose pas à la création de deux Chambres, mais je tiens à ce que l'idée qui vient du gouvernement, c'est le gouvernement, il doit nous apporter un projet; nous l'examinerons et le modifierons s'il y a lieu.

En attendant, hélas! nous n'organiser la responsabilité ministérielle, c'est par là que se créera l'accord nécessaire entre les pouvoirs.

M. MARCEL BARTHE. Dans une discussion générale, ce qu'il faut examiner, ce sont les questions générales; et, par conséquent, il faut, avant de s'occuper de la question des deux Chambres, en 1874, j'étais partisan d'une seule Chambre; l'expérience m'a converti.

Il faut sans doute prêter les pouvoirs du président de la république; mais la vie de l'homme est chose bien incertaine, et il faut songer à organiser une vice-présidence. Il faut une assemblée permanente se renouvelant par tiers; enfin, il faut organiser une espèce de seconde Chambre, une Chambre de contrôle, qui soit un pouvoir modérateur et pondérateur, qui amortisse les choses entre une assemblée unique et le Président.

Puis, cette Assemblée nationale est trop nombreuse; il y a des organes qui naissent de ce grand nombre de représentants, et ces tumultes nuisent au gouvernement représentatif. Il faut la restreindre et pour cela prendre cette Chambre de contrôle dans l'Assemblée actuelle.

M. DE LA BASSERIE croit qu'il faut travailler, chercher, avec le président de la république, à se mettre d'accord sur les garanties à donner immédiatement au pays. Ce travail, nous aurons à le faire, mais la question d'une seconde Chambre; nous avons les temps, lors des délibérations subséquentes, puisque l'Assemblée a décidé qu'elle ne se dissoudrait pas maintenant, — et alors, commencent les hommes, après avoir organisé le présent, nous songerons à organiser l'avenir.

M. DELACOUR croit qu'on cesse cette discussion et qu'on laisse fonctionner les sous-commissions. Elles discuteront, elles travailleront, se mettront ou ne se mettront pas d'accord avec le gouvernement; mais, en tous cas, elles apporteront des textes précis sur lesquels la commission discutera alors en réunion générale.

M. DESEILLIGNY pense qu'il n'y aurait aucune difficulté à donner satisfaction au désir exprimé par M. Ricard, demandant que la commission décide qu'elle va procéder à une organisation du gouvernement actuel. Il a recueilli ce mot dans les observations de M. Ricard, et l'accepte pleinement.

Ensuite les sous-commissions travailleront et apporteront leurs rapports, et nous, commission, en lieu de ces travaux, nous pourrions rédiger une sorte de préface où nous indiquerions notre sentiment sur la question des deux Chambres et, nous étant fixés, nous d'accord sur ce point, nous chercherons à mettre en harmonie les parties diverses, soit par la commission elle-même.

M. MAX-RICHARD pense que la première sous-commission pourra s'occuper de la question des deux Chambres.

M. BERTHAUD. Le point sur lequel devrait porter la délibération générale dont nous avons reconnu la nécessité, après avoir entendu M. le président de la

république, me semblait ne pas même avoir été abordé, lorsque M. Desseilligny a pris la parole.

Ce point est celui-ci : le discours de M. Thiers n'a-t-il rien changé aux conditions d'organisation de notre travail et de nos études?

Je crois que nous ne nous imposons l'obligation de modifier l'ordre des questions à examiner. Votre première commission n'a été chargée que de déterminer les attributions des pouvoirs publics existants.

Or, le président de la république, en ayant proposé, dans la commission de l'Élysée, on lui avait proposé, à titre de transaction, de faire examiner non pas seulement la question de responsabilité ministérielle, mais encore la question des attributions des pouvoirs publics actuellement existants.

Cette transaction fut refusée par M. le président de la république, et la discussion publique s'engagea sur l'amendement Dufaure devant l'Assemblée, qui l'adopta.

Il est donc acquis aujourd'hui qu'il ne s'agit pas seulement des pouvoirs publics existants, mais de l'organisation des pouvoirs publics pour le mieux des intérêts du pays.

En second lieu, lors de la nomination des deux sous-commissions, le gouvernement n'avait pas indiqué avec une précision suffisante de quelles garanties la forme républicaine, qui est la forme légale actuelle, avait besoin pour fonctionner régulièrement.

L'indication tant désirée en a été faite dans la dernière séance avec une grande netteté.

M. le Président croit à la nécessité de deux Chambres.

Cette question doit être l'objet, à-t-il dit, de trois chapitres.

Premier chapitre. — La nécessité de deux Chambres sera-t-elle reconnue par la commission?

Second chapitre. — Quel serait le mode de formation de ces deux Chambres?

Troisième chapitre. — Quelles seraient les attributions d'une seconde Chambre?

Sur la première question, la commission repousse l'idée d'une seconde Chambre. Sans doute, le desideratum de M. le président de la république n'est pas une loi de la commission, mais il impose une discussion, et c'est cette discussion qu'il faut entreprendre en assemblée générale de notre commission, ou renvoyer aux deux sous-commissions, qu'il conviendrait de fonder en une seule.

Nous nous sommes en face d'un programme, vu que nous avons à rejeter ou à accepter, avec ou sans amendement, pour le présent ou seulement pour l'avenir, le système d'idées dans lesquelles M. le président de la république a manifesté le vœu de nous voir entrer.

Si nous sommes d'avis d'établir une seconde Chambre, nous la ferons nous-mêmes coexister avec l'Assemblée nationale; ou, au contraire, la ferons nous-mêmes concourir à notre œuvre? Voilà la question que se présente, et elle est bien grande d'étude.

M. GERMIGNON. En présence de la publicité que reçoivent nos débats, on peut s'inquiéter de ce que pensera le pays en voyant que nous revenons tous sur les mêmes points. Les sous-commissions n'ont-elles pas encore pu se réunir; il faut qu'elles se mettent sur le champ à l'œuvre dans cet esprit de conciliation général qui existe ici.

M. LUCIEN RAY. L'opinion de M. GERMIGNON, que redoute la minorité? Le gouvernement sera entendu dans la première sous-commission, qui s'occupera des attributions des pouvoirs publics; et la seconde sous-commission, qui s'occupera de la responsabilité ministérielle.

M. ALBERT GRÉVY dit que le président de la république a déclaré qu'il fallait, pour rassurer le pays, organiser d'une façon régulière le gouvernement de la république, et non la responsabilité ministérielle; à ce qu'il a dit, vous savez, que vous avez, pour le rassurer, organisé la responsabilité ministérielle, ce n'était pas sérieux. Eh bien, nous avons nommé des sous-commissions, soit chargées de s'occuper de ces questions-là; qu'elles se mettent à l'œuvre sur le champ d'organisation régulière du gouvernement, si alors on pourra procéder par ordre.

M. ERNOULT pense qu'il ne faut voir qu'une question de méthode des travaux dans la discussion actuelle. L'Assemblée nationale a décidé qu'elle s'occuperait d'examiner les attributions des pouvoirs organisés par le statut républicain et ensuite la responsabilité ministérielle; il y a rien de plus.

Il y a une question qui regarde le présent et une question qui regarde l'avenir. M. le président de la république nous a posé deux problèmes à résoudre : le présent et l'avenir.

Le premier problème, celui qui intéresse le présent, celui dont la solution consiste à régler le présent, c'est de décider si, dans les conditions actuelles, nous en avons confié l'étude à une première sous-commission. Quant au problème qui regarde plus particulièrement l'avenir, il est confié à la commission chargée d'étudier la proposition de M. Marcel Barthe, et celle du gouvernement.

Le discours du président de la république n'a rien modifié à la situation que je viens de préciser. M. Thiers est venu parmi nous, sachant que les choix faits dans les bureaux, des membres qui composent la commission des Trente avaient un peu modifié l'esprit de la proposition de M. Dufaure, et c'est sous cette impression qu'il est venu parmi nous avec une volonté de conciliation et une courtoisie auxquelles je rends hommage, chercher à s'entendre avec la commission.

Deux programmes, deux présentations se trouvent en présence : le programme de l'Assemblée nationale, le programme du gouvernement. Ces deux programmes, nous les connaissons tous deux. Nous sommes prêts à essayer de les fonder. Nous ne prétendons pas à l'essai d'une façon absolue, mais à l'essai de la responsabilité ministérielle.

La commission, après avoir entendu M. Ernoul, déclare que, animée de l'esprit de conciliation qui a inspiré la proposition de M. Barthe, elle s'occupe de la question des deux Chambres, et les sous-commissions vont se mettre sur le champ à l'œuvre.

La séance est levée à trois heures et demie.

La Correspondance européenne publie la lettre suivante adressée par M. le duc de Gramont à « un de ses amis » :

« Paris, le 9 décembre 1872.

« Mon cher ami,

« En m'invitant à répondre à la déposition de M. Thiers devant la commission d'enquête parlementaire, vous obéissez à un sentiment de patriotisme, vous exprimez une sympathie et un sympathisme personnel dont je suis touché. Mais si facile que puisse être la réponse, je ne la ferai pas. Dans les faits qu'il raconte, M. Thiers s'est porté mon accusateur; et, par conséquent, il faut que je réponde à la perle de sa parole, l'autorité impartiale et respectable d'un témoin. Et quand je pense à ce qu'il aurait fallu faire pour obtenir sa justice, je n'ai point à regretter d'avoir encouru sa disgrâce.

« M. Thiers, qui n'avait pas de longue main et n'avait pas recherché l'occasion d'entrer en lutte, a répondu en ces termes : « J'affirme, après avoir eu occasion de m'expliquer à ce sujet, que c'est là un pur mensonge. »

« Mensonge! Le mot n'est pas parlementaire. La conscience publique peut apprécier dès aujourd'hui s'il est juste. Le sentiment national qui, dans les conditions actuelles, a conservé du moins sa dignité, la trouvera sans excuse.

« Pour moi, j'affirme que cette défense si inattendue des intentions innocentes de la Prusse, de l'esprit de modération de M. de Bismarck et de son désir sincère de rester en paix avec la France, donnera toutes les chancelleries, surtout celle de Berlin, qui ne prévoyait pas de notre part tant d'humilité ou tant de naïveté.

« Au surplus, les faits prouvent mieux que les mots, et les preuves sont nombreuses et irréfutables. La vérité s'est déjà emparée de l'opinion publique, et il ne sera ni utile ni sérieux de discuter ce que personne ne conteste plus.

« La seconde assertion, à laquelle je veux répondre, se rapporte à ce passage de la déposition de M. Thiers :

« A Vienne, dit-il, MM. de Beust et Andrássy m'ont déclaré à moi, de la manière la plus positive, que, sans prévoir la candidature Hohenzollern, ils avaient dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

« M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

« Ce langage le voit textuellement :

« L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible. »

« Vous voyez, mon cher ami, et je peux prouver ce que j'avance.

« En faussant involontairement l'attitude loyale et sympathique du gouvernement impérial d'Autriche à l'égard de mon pays, M. Thiers m'a créé le devoir de rétablir le véritable caractère. Je n'ai pas, pour le moment, le loisir de le faire à l'égard de M. Thiers. »

« Croyez, mon cher ami, à mes sentiments affectueux.

« DUC DE GRAMONT. »

« Le Temps fait, à propos de cette lettre, les observations que voici :

« M. le duc de Gramont se propose évidemment, par cette lettre, de décharger de toute responsabilité le gouvernement d'Autriche, et de le faire passer à la responsabilité des autres gouvernements. C'est là un jeu de mots, et non une œuvre de justice. L'Autriche n'est pas responsable de la Prusse avant que l'incident Hohenzollern ne lui soit venu mettre le feu aux poudres. La vérité est que, des deux côtés, on prévoyait la guerre, et qu'on s'y préparait ou croyait s'y préparer. M. Benedetti, quoiqu'il ne soit pas à d'autres égards exempt de reproches, est un homme qui, à la guerre, n'est pas responsable de la Prusse avant que l'incident Hohenzollern ne lui soit venu mettre le feu aux poudres. La vérité est que, des deux côtés, on prévoyait la guerre, et qu'on s'y préparait ou croyait s'y préparer.

Divers journaux publient les pièces suivantes qui mettent fin à l'incident survenu entre M. Mestreau et M. Raoul Duval :

A monsieur Raoul Duval, député de la Seine-Inférieure.

Cher collègue,

Vous nous avez chargés de voir M. le président de l'Assemblée nationale avant de donner suite à l'incident causé par l'injure que vous avez adressée à M. Mestreau, dans la séance de samedi dernier.

Il résulte des explications que l'honorable M. Grévy a bien voulu nous donner que M. Mestreau, appelé par lui à la présidence, avait retenu l'expression dont il s'était servi à votre égard, et M. le président nous a remis la note ci-jointe, qu'il avait rédigée à ce sujet.

Nous tenons donc cette affaire pour terminée, et nous sommes très-sincèrement vos collègues et amis.

JOSEPH DE CARAYON LATOUR, député de la Gironde.

VERSAILES, 17 décembre.

Les explications que MM. Raoul Duval et Mestreau ont échangées sur l'incident survenu entre le président de l'Assemblée nationale ne laissent subsister entre eux aucun grief.

Le président de l'Assemblée nationale, JULES GRÉVY.

Bulletin de la bourse de Paris.

18 décembre. — Les cours sont offerts à l'ouverture; ils se sont infiniment meilleurs en clôture.

Aucune nouvelle fraîche n'est donnée pour expliquer ce mouvement de reprise; il se produit naturellement et conformément aux besoins de la place.

On ne peut donc en tirer aucune induction pour l'avenir; il est même probable que d'ici à la fin du mois, les consolidés se recomposent plusieurs fois.

Le 3 p. c. a fait 33 1/2; il reste à 33 1/2.

Le 5 p. c. libéré a varié de 84-3/4 à 84-5/8.

L'emprunt est revenu à 86-90 après 86-70, et il termine à 86-85.

Les primes sont plus fortes que ces jours derniers; les écarts se tendent.

En fonds étrangers, peu d'affaires et cours presque invariables.

Le 3 p. c. italien se traite de 68-104 à 67-95; le 3 p. c. turc fait 55-30; le 3 p. c. extérieur espagnol cote 29 1/2; le 3 p. c. américain est demandé à 104 7/8; les obligations Honduras font 156; le Pérou s'est tenu à 80-30.

Les valeurs financières sont sans mouvements sensibles. Le Crédit foncier se tient à 832-30; la Société générale fait 570; la Banque de Paris est cotée 1,263; le Crédit mobilier est offert à 415, encore bien que soit question d'une prochaine augmentation de capital.

Les valeurs industrielles sont sans mouvements sensibles. Le Suez est à 39, comme hier.

Les nouvelles des marchés allemands ne sont pas meilleures; on attend pour beaucoup à attendre la reprise de certaines valeurs, notamment de l'Autrichien et du Lombard.

Par contre, les nouvelles du marché anglais sont de plus en plus rassurantes.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspondance particulière de l'INDÉPENDANCE.)

18 décembre. — L'absence d'activité qui depuis quelque temps paralysait le mouvement du marché s'est fait sentir de nouveau ce matin, et la bourse, sous ce couvert, était lourde.

Dans le cours de la journée, cette lourdeur a changé de caractère; elle s'est transformée en une baisse pressante, et le marché a fini par se relever.

En effet, l'argent ne manque pas, la perspective générale des affaires est bonne et la Bourse devrait être plus animée que les conditions d'activité, bien que nous touchions à la fin de l'année et que les valuations de la Bourse de Paris soient trop fréquentes.

Sur le marché des valeurs publiques étrangères, nous trouvons l'absence d'activité que nous signalons sur le marché en général, et par conséquent une baisse qui en est la résultante. Le chiffre, du reste, en est peu considérable, ce qui prouve que la fluctuation vient plutôt de la peur des affaires qu'à des appréhensions pour l'avenir. Les consolidés anglais ont aussi reculé de 1/16; seules, les valeurs du gouvernement américain sont fermes et manifestent même une tendance à la hausse.

Les chemins de fer anglais suivent le mouvement général, sans que la baisse dépasse 3/8.

On a coté, fonds anglais :

3 p. c. cons., au comptant... 91 1/2 à 91 5/8

3 p. c. rédim. et nouveau... 91 3/8 à 91 1/2

4 p. c. de l'Inde... 103 1/2 à 104 0/0

5 p. c. id... 108 1/2 à 109 0/0

Rente française :

3 p. c. 1870... 92 3/4 à 93 1/4

6 p. c. 1870... 97 0/0 à 97 1/2

5 p. c. 1874... 100 0/0 à 100 0/0

Dito 1872... 3 0/0 à 2 1/4

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrássy lui ont affirmé? M. de Beust ne voulait pas contester sa bonne foi, je suis obligé de le reconnaître, mais il ne faut pas croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon gouvernement.

Ce langage le voit textuellement :

L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.

Voilà ce que j'ai dit à M. de Gramont, d'une manière générale, qu'il ne fallait laisser au gouvernement impérial aucune illusion, et le bien convaincre au contraire qu'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y avait pas.

sur l'opinion publique, les deux ministres des colonies et des finances ont présenté leur démission, parce qu'ils ne partageaient pas entièrement l'opinion de leurs collègues sur l'extension des réformes, tout en étant d'accord sur le fond.

Demain, M. Zorilla soumettra à l'approbation du Roi les noms de ses deux nouveaux collègues.

La tranquillité est complète dans les villes importantes de la Péninsule. Les nouvelles des provinces sont des plus favorables. Le capitaine général de la Catalogne a déclaré que la province sera pacifiée dans un bref délai.

Orléans.

JAFFA (Syrie), mercredi, 18 décembre.

Les dépêches de Constantinople du 27 et de 28 novembre sont erronées. Une partie seulement du peuple et du clergé grec s'est révolté contre le patriarcat de Jérusalem et a demandé sa destitution. Mais les populations de la Syrie s'y opposent et acclament, avec les sommités du clergé métropolitain de Bethléem, de Nazareth et d'autres villes, leur patriarche Cyrille.

ALEXANDRIE, jeudi, 19 décembre.

Le Khédive a contracté un emprunt de 2 1/2 millions, à court échéance, avec la Banque de Constantinople et la Société générale.

Bulletin des bourses.

PARIS, 19 décembre. — 5 p. c. Empr. fr. 1872, 86-35.

5 p. c. id. 1874, 84-57. — 3 p. c. Rente fr. 83-42.

Crédit mob. franc. 420-00. — Crédit mob. esp. 000-00. — 5 p. c. Italien, 67-90 00. — Cons. turcs, 5 p. c. 35-35. — Société Générale, 576 00. — Ch. de fer autrich., 776 00. — Ottomans, 3

Ayuntamiento de Madrid

LES PLUS VASTES DU MONDE

AFFAIRES HORS LIGNE

Traitées par notre maison d'achats de Lyon avec une grande réduction de prix. — Le bon marché réel de ces opérations est appelé à produire un grand effet. — A tous nos comptoirs, les dames trouveront des **SOLDES CONSIDÉRABLES** de marchandises fraîches, achetées en vue du jour de l'an, ainsi qu'une infinité d'articles confectionnés qui sont de véritables occasions pour cadeaux.

GARANTIES A L'USAGE

SOIERIES UNIES COULEURS	
NUANCES HAUTE NOUVEAUTÉ	
DRAP DE SOIE, toutes nuances, le mètre.	6 75
PARIS-LOUVRE, première série, le mètre.	7 75
PARIS-LOUVRE, deuxième série, le mètre.	9 75
PARIS-LOUVRE, troisième série, le mètre.	12 75

DRAP CYCLOPE

11 FR. 75

Valeur réelle 17 francs le mètre

Qualité garantie à l'usage.

LARGEUR 60/61 c.

5 FR. 85 ET 6 FR. 85

Valeur réelle 10 et 11 francs le mètre

PREMIÈRE QUALITÉ

VELOURS DE SOIE NOIRS

VELOURS DE SOIE NOIR, bonne qualité, le mètre . .	7 75	et	8 75
VELOURS DE SOIE NOIR, première qualité, le mètre.	9 75	et	10 50
VELOURS DE SOIE NOIR, qualité extra, le mètre	11 75		
VELOURS DE SOIE COULEURS, nuances nouvelles, le mètre.	14 75		

[illegible]

Boutilliers bronze doré, avec peins
fines

Chapelets avec perles, bronze doré	19
Glaces bronze doré, émaillées, perles fines, aricle riche	35
Pots à tabac, bronze doré, aricles sujets	50
Porte-cigares bronze doré aricles sujets	75 120
Cendriers bronze doré et oxydés	9 50
Timbres bronze doré et argentés	9 50
Coupes artistiques, bronze doré	10
Coupes artistiques, bronze doré, aricles, verres, têtes d'Amazones, Europeers romains	40
4. 35 50 55 60 125 150	
Flambeaux fantaisie, bronze doré	10
Nonbalerados : poches bronze doré et oxydés	6 50 7 50 9 75
Nonbalerados de poche, bronze doré et oxydés avec perles fines	21 25
Boîtes à gants bronze doré et oxydés, aricles riches	10

Album bronze doré, 200 cartes, intérieur en moiré de soie . . .

GALYANOPLASTIC

Briques françaises	
Ronde de service avec sujet	
Coffrets à bijoux, modèles sans monnaie, sujets variés à 10	10
Coffrets à bijoux, intérieur sans monnaie, sujets variés à 25	25
Coffrets à bijoux, intérieur sans monnaie, sujets choisis à 35	35
Boîtes à gants, à 4 mouschoirs, à sac glacié, indiennes, satin caoutchouc à 10	10
Glaces à main, cadre oré, à 7	7
Glaces à main, modèles variés à 7	7
Glaces Psyche, à 3 50	3 50
Glaces Psyche, à 3 50	3 50
Glaces amour, motifs variés, à 10	10
Glaces amour, motifs variés, à 10	10
Cartes pour phares, plaques avec luge et clocher à 2 50	2 50

NECESSAIRES À OUVRIERS

Necessaires en cuir, fermeture à tongues, à 8 50	8 50
Necessaires en cuir, fermeture à tongues, à 8 50	8 50
Necessaires cuir noir avec sangles et sangles, à 8 50	8 50
Necessaires cuir noir avec sangles, à 8 50	8 50
Necessaires avec glaces brique à 2 50	2 50

pitonné, garniture acier doré à
42.50

Joli petit Nécessaire en velours
intérieur satin, garniture acier d.
45. 50

Nécessaires en Velours, fermant
clef, intérieur satin capitonné, g.
niture acier doré, 20, 24, 28,
32, 36, 40, 44, 48, 52, 56, 60, 64,
68, 72, 76, 80, 84, 88, 92, 96, 100,
104, 108, 112, 116, 120, 124, 128,
132, 136, 140, 144, 148, 152, 156,
160, 164, 168, 172, 176, 180, 184,
188, 192, 196, 200, 204, 208, 212,
216, 220, 224, 228, 232, 236, 240,
244, 248, 252, 256, 260, 264, 268,
272, 276, 280, 284, 288, 292, 296,
300, 304, 308, 312, 316, 320, 324,
328, 332, 336, 340, 344, 348, 352,
356, 360, 364, 368, 372, 376, 380,
384, 388, 392, 396, 400, 404, 408,
412, 416, 420, 424, 428, 432, 436,
440, 444, 448, 452, 456, 460, 464,
468, 472, 476, 480, 484, 488, 492,
496, 500, 504, 508, 512, 516, 520,
524, 528, 532, 536, 540, 544, 548,
552, 556, 560, 564, 568, 572, 576,
580, 584, 588, 592, 596, 600, 604,
608, 612, 616, 620, 624, 628, 632,
636, 640, 644, 648, 652, 656, 660,
664, 668, 672, 676, 680, 684, 688,
692, 696, 700, 704, 708, 712, 716,
720, 724, 728, 732, 736, 740, 744,
748, 752, 756, 760, 764, 768, 772,
776, 780, 784, 788, 792, 796, 800,
804, 808, 812, 816, 820, 824, 828,
832, 836, 840, 844, 848, 852, 856,
860, 864, 868, 872, 876, 880, 884,
888, 892, 896, 900, 904, 908, 912,
916, 920, 924, 928, 932, 936, 940,
944, 948, 952, 956, 960, 964, 968,
972, 976, 980, 984, 988, 992, 996,
1000, 1004, 1008, 1012, 1016, 1020,
1024, 1028, 1032, 1036, 1040, 1044,
1048, 1052, 1056, 1060, 1064, 1068,
1072, 1076, 1080, 1084, 1088, 1092,
1096, 1100, 1104, 1108, 1112, 1116,
1120, 1124, 1128, 1132, 1136, 1140,
1144, 1148, 1152, 1156, 1160, 1164,
1168, 1172, 1176, 1180, 1184, 1188,
1192, 1196, 1200, 1204, 1208, 1212,
1216, 1220, 1224, 1228, 1232, 1236,
1240, 1244, 1248, 1252, 1256, 1260,
1264, 1268, 1272, 1276, 1280, 1284,
1288, 1292, 1296, 1300, 1304, 1308,
1312, 1316, 1320, 1324, 1328, 1332,
1336, 1340, 1344, 1348, 1352, 1356,
1360, 1364, 1368, 1372, 1376, 1380,
1384, 1388, 1392, 1396, 1400, 1404,
1408, 1412, 1416, 1420, 1424, 1428,
1432, 1436, 1440, 1444, 1448, 1452,
1456, 1460, 1464, 1468, 1472, 1476,
1480, 1484, 1488, 1492, 1496, 1500,
1504, 1508, 1512, 1516, 1520, 1524,
1528, 1532, 1536, 1540, 1544, 1548,
1552, 1556, 1560, 1564, 1568, 1572,
1576, 1580, 1584, 1588, 1592, 1596,
1600, 1604, 1608, 1612, 1616, 1620,
1624, 1628, 1632, 1636, 1640, 1644,
1648, 1652, 1656, 1660, 1664, 1668,
1672, 1676, 1680, 1684, 1688, 1692,
1696, 1700, 1704, 1708, 1712, 1716,
1720, 1724, 1728, 1732, 1736, 1740,
1744, 1748, 1752, 1756, 1760, 1764,
1768, 1772, 1776, 1780, 1784, 1788,
1792, 1796, 1800, 1804, 1808, 1812,
1816, 1820, 1824, 1828, 1832, 1836,
1840, 1844, 1848, 1852, 1856, 1860,
1864, 1868, 1872, 1876, 1880, 1884,
1888, 1892, 1896, 1900, 1904, 1908,
1912, 1916, 1920, 1924, 1928, 1932,
1936, 1940, 1944, 1948, 1952, 1956,
1960, 1964, 1968, 1972, 1976, 1980,
1984, 1988, 1992, 1996, 2000, 2004,
2008, 2012, 2016, 2020, 2024, 2028,
2032, 2036, 2040, 2044, 2048, 2052,
2056, 2060, 2064, 2068, 2072, 2076,
2080, 2084, 2088, 2092, 2096, 2100,
2104, 2108, 2112, 2116, 2120, 2124,
2128, 2132, 2136, 2140, 2144, 2148,
2152, 2156, 2160, 2164, 2168, 2172,
2176, 2180, 2184, 2188, 2192, 2196,
2200, 2204, 2208, 2212, 2216, 2220,
2224, 2228, 2232, 2236, 2240, 2244,
2248, 2252, 2256, 2260, 2264, 2268,
2272, 2276, 2280, 2284, 2288, 2292,
2296, 2300, 2304, 2308, 2312, 2316,
2320, 2324, 2328, 2332, 2336, 2340,
2344, 2348, 2352, 2356, 2360, 2364,
2368, 2372, 2376, 2380, 2384, 2388,
2392, 2396, 2400, 2404, 2408, 2412,
2416, 2420, 2424, 2428, 2432, 2436,
2440, 2444, 2448, 2452, 2456, 2460,
2464, 2468, 2472, 2476, 2480, 2484,
2488, 2492, 2496, 2500, 2504, 2508,
2512, 2516, 2520, 2524, 2528, 2532,
2536, 2540, 2544, 2548, 2552, 2556,
2560, 2564, 2568, 2572, 2576, 2580,
2584, 2588, 2592, 2596, 2600, 2604,
2608, 2612, 2616, 2620, 2624, 2628,
2632, 2636, 2640, 2644, 2648, 2652,
2656, 2660, 2664, 2668, 2672, 2676,
2680, 2684, 2688, 2692, 2696, 2700,
2704, 2708, 2712, 2716, 2720, 2724,
2728, 2732, 2736, 2740, 2744, 2748,
2752, 2756, 2760, 2764, 2768, 2772,
2776, 2780, 2784, 2788, 2792, 2796,
2800, 280

BAISSE DE PRIX 105

quette française, tisage J.
Jacquart, très-beaux dessins
tre carré, 24 fr. — Carpet
très-variés, la plus grande
1^{re} 40, 19 fr. 50. — Car

1.

MAISON FONDÉE EN 1858
PAR
HATTEBY & CO, 10, RUE D'ORFÈVRE, 20. — 218

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some minor discoloration and small dark spots, characteristic of old paper. The right edge of the page is slightly darker, indicating it is part of a bound volume. There is no text or other markings on the page.